



LA POLITIQUE DE L'IDENTITÉ

Une identité commune au plus grand nombre peut être le socle du sentiment de destin partagé qui est au cœur des bonnes politiques

Andrés Velasco

Qu'est-ce que le populisme ? Les économistes, comme d'habitude, ont défini le phénomène en termes exclusivement économiques. La définition classique propose : « une approche de l'économie qui insiste sur la croissance et la redistribution des revenus et minore les risques liés à l'inflation et au financement du déficit, les contraintes extérieures et la réaction des agents économiques à des politiques hors-marché offensives » (Dornbusch et Edwards, 1991).

Le problème de cette définition est qu'elle ne s'applique pas à la plupart des régimes qu'on qualifie aujourd'hui de populistes. On trouve même des contre-exemples chez les gouvernements populistes de gauche d'Amérique latine — ceux-là mêmes auxquels la définition de Dornbusch et Edwards est censée correspondre. L'ancien président bolivien Evo Morales, au moins dans les premières années de sa mandature, a géré les recettes gazières de son pays avec prudence ; au Mexique, le président Andrés Manuel López Obrador a récemment réduit les dépenses et n'a pas dépassé les limites d'un déficit budgétaire modeste.

Le populisme *politique*, qui diffère du populisme économique, offre une solution à cette énigme — et l'un peut exister sans l'autre.

Le populisme est une façon de faire de la politique dans laquelle le conflit tient une place centrale (Müller, 2016 ; Mudde et Rovira, 2017). Un groupe homogène appelé « le peuple » est souvent opposé aux autres — l'« élite », les « minorités locales », les immigrants, les étrangers. Müller souligne l'interprétation moraliste que les populistes font de la politique : ceux qui sont du côté du

peuple sont moraux, les autres sont immoraux, à la botte d'une élite corrompue.

L'approche populiste de la politique repose sur trois principes fondamentaux : déni de la complexité, anti-pluralisme et approche personnaliste de la représentation politique. La plupart d'entre nous pensons que les choix sociaux (construire plus d'écoles ou plus d'hôpitaux, encourager ou décourager le commerce international, libéraliser ou restreindre l'avortement) sont des choix complexes et que les points de vue divergents sur la marche à suivre sont une conséquence naturelle de cette complexité. Les populistes ne sont pas d'accord.

Ensuite, immanquablement, les populistes ne croient pas au pluralisme. Pour eux, il n'y a qu'une seule opinion correcte — celle du peuple — qui est donc le seul point de vue politiquement légitime. S'ensuit l'inutilité des mécanismes complexes de la démocratie libérale, avec sa délégation et sa représentation. Nul besoin de débats parlementaires interminables : la « volonté du peuple », une et indivisible, peut être exprimée par un vote unique. C'est pourquoi les populistes adorent les référendums et tendent à s'engager sur la pente glissante menant à l'autoritarisme ou à la dictature pure et simple.

La politique prend le pas sur l'économie

Qu'y a-t-il derrière la montée en puissance du populisme ? La réponse habituelle est le portefeuille. Dans des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis, la distribution des revenus s'est dégradée, et les 1 % les plus riches se taillent la part du lion. Dans les régions laissées pour compte de l'évolution numérique et de la mondialisation,

les individus ont perdu leur emploi et ils perdent patience. La crise financière mondiale de 2008 a causé beaucoup de souffrances, mais elle a aussi renforcé la conviction que le grand capitalisme et le monde de la finance sont les ennemis des classes moyennes et des petites entreprises. Il n'est donc guère étonnant que la politique soit devenue une politique du conflit et que les populistes l'emportent.

Si ce discours est exact, les mesures à prendre sont simples : taxer les riches, redistribuer davantage de revenus et mettre dehors les vauriens qui ont exécuté les ordres des banques. Le populisme finira par disparaître. Le discours type est simple et séduisant. Mais est-il vrai ? Est-ce une bonne base pour des mesures politiques ?

Il ne manque pas d'articles empiriques prétendant démontrer qu'en Amérique du Nord et en Europe occidentale, les forces à l'œuvre derrière le populisme sont avant tout économiques, mais de nombreux articles concluent aussi que la montée du populisme est le résultat d'un contrecoup culturel. Les données en faveur de cette seconde thèse ne se limitent pas au Royaume-Uni et aux États-Unis, font valoir Inglehart et Norris (2016), qui ont étudié les partis populistes dans 31 pays européens. « Dans l'ensemble, les données les plus cohérentes confortent la thèse du contrecoup culturel », concluent-ils.

Jusqu'ici, la plupart des données formelles concernent les sources possibles du populisme dans les pays prospères d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale. Les recherches empiriques formelles sur les causes du populisme dans les pays émergents sont bien plus rares. Pourtant, les données informelles dépeignent une réalité assez différente de celle qu'on évoque souvent à propos des nations riches.

Dans le discours relatif aux pays riches, la stagnation économique et les frustrations des laissés-pour-compte tiennent une place centrale. Dans les pays émergents en revanche, le populisme de droite s'épanouit dans des pays dont les résultats économiques sont bons — soit une situation contraire à ce que prédirait l'hypothèse de l'« insécurité économique ». L'Inde, les Philippines et la Turquie enregistrent des taux de croissance allant de 6,5 % à 7 % depuis 2010. La Pologne a très peu souffert des effets de la crise financière européenne et, avec un taux de croissance moyen par habitant supérieur à 4 % depuis 1992, c'est le champion européen en la matière.

Ou prenons le cas de son voisin, la République tchèque, où le taux de chômage n'est que de 2,3 %, le taux le plus bas de l'Union européenne, et où la croissance a atteint 4,3 % en 2017. Le pays accueille peu d'immigrants et ne connaît pas de réelle crise des réfugiés. Pourtant, les partis populistes ont séduit quatre électeurs sur dix lors de la dernière élection — soit dix fois plus que 20 ans auparavant.

Il semble donc que ce soit les progrès économiques et non les difficultés qui ont fait le lit du populisme dans ces pays. D'autre part, dans le discours standard, ce sont les perdants de la mondialisation qui sont censés devenir populistes. Or, des pays comme la Hongrie, l'Inde, les Philippines, la Pologne et la Turquie, qui sortent clairement gagnants de la mondialisation, sont eux aussi devenus populistes.

Un dernier fait gênant doit être considéré : si la montée du populisme reflétait une demande de redistribution, elle devrait s'observer à gauche, non à droite. Pourtant, ce sont les populistes de droite qui connaissent une réussite spectaculaire, comme on l'a vu au Brésil, en Hongrie, aux États-Unis et dans bien d'autres pays du monde. Il est probable que certaines de ces politiques populistes aggraveront les inégalités de revenus au lieu de les réduire, et pourtant, les électeurs des classes moyennes et des classes ouvrières les encouragent.

L'un des rôles clés de la politique est de gérer les griefs, économiques ou autres. L'orientation vers le populisme et l'autoritarisme laisse à penser que la politique démocratique n'a pas su gérer ces griefs. La raison tient en un mot : l'identité.

Racines de l'identité

Dans son récent ouvrage, *Identity: The Demand for Dignity and the Politics of Resentment*, Francis Fukuyama soutient que « souvent, les individus ne veulent pas la reconnaissance de leur individualité, mais celle de leur ressemblance à d'autres personnes ». Les gens veulent aussi que cette identité soit reconnue et respectée. Fukuyama nous rappelle que, d'Aristote à Hegel, les philosophes ont placé le désir d'être traité avec respect au centre de la motivation humaine. Par conséquent, « la politique de l'identité est partout une lutte pour la reconnaissance de la dignité. »

Qu'est-ce que le populisme a à voir avec cela ? Beaucoup. Aux définitions ci-dessus, ajoutons que le populisme est un style de politique qui *manipule et exacerbe les clivages identitaires* à des fins politiques. Le populisme est une sorte de politique de l'identité. C'est toujours « nous » contre « eux ».

La politique de l'identité n'est pas un sujet facile pour les économistes. Jusque récemment, l'identité n'avait pas de place dans la théorie économique. Les humains étaient censés avoir des préférences, mais aimer ceci et ne pas aimer cela ne formait pas un tout cohérent que l'on pouvait appeler identité. George Akerlof et Rachel Kranton ont entrepris de changer cette situation. Ils ont fait valoir que dans un large éventail de contextes, les préférences sont structurées par le choix que font les individus d'une identité sociale. Les deux économistes ont

LE POPULISME EST UNE SORTE DE POLITIQUE DE L'IDENTITÉ. C'EST TOUJOURS « NOUS » CONTRE « EUX ».

alors commencé à étudier les implications économiques de ces préférences.

L'approche inédite de l'identité retenue par Akerlof et Kranton est utile pour examiner de nombreuses questions, mais trois méritent plus particulièrement d'être soulignées pour comprendre le lien entre la politique de l'identité et le populisme. La première est que les individus sont prêts à payer un prix élevé, financier et non financier, pour renforcer leur identité. Ainsi, dans les lycées américains (Akerlof et Kranton, 2002), les élèves qui se définissent comme des *intellos* travailleront beaucoup, tandis que ceux qui se définissent comme des *sportifs* ou des *camés* ne travailleront pas et auront de mauvais résultats, même si le prix à payer est élevé, parce que ce comportement renforce leur identité et leur estime de soi. De même, les politiciens populistes conduisent des politiques extrêmes et non pérennes pour signaler aux électeurs qu'ils (les politiciens) ne sont pas à la botte des élites puissantes. Dès lors, ce qui apparaît en surface comme un comportement économique contre-productif est en réalité très rationnel lorsqu'on tient compte de l'identité. Et il est certain que le populisme implique de multiples choix contre-productifs en matière de politiques économiques.

Deuxièmement, l'identité est soumise à des rendements sociaux et politiques croissants. Lorsque la proportion de personnes qui s'identifient à un groupe augmente, la pression sociale poussant à s'identifier à ce groupe et à suivre son code de conduite augmente elle aussi. Ou bien les personnes peuvent choisir un groupe auquel s'identifier et ensuite adopter un comportement qui réduit l'écart qui les sépare de ce groupe.

Troisièmement, lorsque l'identité devient un déterminant primaire du comportement politique, les armes autres que les politiques économiques trouvent leur utilité dans le combat politique. Les politiciens populistes emploient souvent de manière stratégique un discours toxique et clivant pour « mobiliser la base » et modifier la taille des groupes d'identité concurrents. Les populistes ne sont pas méchants par erreur, ils sont méchants à dessein.

Si l'identité est essentielle dans le populisme, et si le populisme est central dans la politique contemporaine, comment les politiciens et dirigeants politiques démocratiques doivent-ils réagir ? Premièrement, ils doivent sortir la tête du sable et admettre que l'identité est importante — et que ses produits dérivés ne sont pas toujours bons.

L'attention portée à l'identité incite aussi à prêter davantage attention à des questions depuis longtemps négligées ou mal gérées. Prenons par exemple la difficile situation des villes où la désindustrialisation a détruit des emplois. Autrefois, on conseillait habituellement de déménager dans un endroit offrant de nombreux emplois bien rémunérés, mais nous comprenons aujourd'hui que ce conseil n'est pas toujours judicieux. D'une part, les individus les plus instruits et les plus entreprenants s'en vont, laissant derrière eux des communautés qui peinent à faire vivre les entreprises et à joindre les deux bouts. D'autre part, la perte des emplois conjuguée à la migration sortante affaiblit aussi la communauté locale et remet en cause l'identité commune. C'est pourquoi les politiques localisées sont une composante essentielle de la panoplie de mesures des responsables politiques démocratiques.

Quelque chose d'autre doit changer : les leaders démocratiques doivent apprendre à pratiquer la politique de l'identité — mais la bonne. Les humains ne peuvent pas abandonner leur identité étroite, celle dont les racines sont les plus puissantes. Or une identité largement partagée peut être le socle du sentiment de destin partagé qui est au cœur des bonnes politiques. Un historien, Michael Ignatieff, observait dans le numéro du 5 septembre 2019 du *Financial Times* que « l'identité nationale est un concours permanent pour savoir qui appartient au nous national ». La seule alternative à ce clivage est une identité commune, l'amour d'un pays reposant non sur un sentiment déplacé de supériorité raciale, mais sur le fait que notre patrie défend des valeurs universelles nobles. **FD**

ANDRÉS VELASCO est doyen de la School of Public Policy de la London School of Economics et ancien ministre des Finances du Chili.

Bibliographie :

Akerlof, G., and R. Kranton. 2002. "Identity and Schooling: Some Lessons for the Economics of Education." *Journal of Economic Literature* 40 (4): 1167–201.

Dornbusch, R., and S. Edwards. 1991. "The Macroeconomics of Populism in Latin America." In *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, edited by R. Dornbusch and S. Edwards. Chicago: University of Chicago Press.

Inglehart, R., and P. Norris. 2016. "Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash." HKS Faculty Research Working Paper Series RWP16-026, Harvard Kennedy School, Cambridge, MA.

Mudde, C., and C. Rovira. 2017. *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford: Oxford University Press.

Müller, J.-W. 2016. *What Is Populism?* Philadelphia: University of Pennsylvania.